



Déclaration liminaire du Comité Social d'Administration Local Du 1^{er} décembre 2023

Monsieur le Président,

Tout d'abord, la CGT tenait à rappeler son soutien total aux populations victimes des actes de guerre les plus atroces dont nous sommes témoins aujourd'hui. Et, parce que le droit à **la paix fait partie de son ADN**, la CGT appelle au cessez-le-feu immédiat dans la zone israélo-palestinienne, comme des centaines d'associations et d'organisations.

En France, les violences sociales secouent le pays. L'**inflation** augmente le nombre des précaires. Pendant ce temps, les négociations et les distributions de diverses primes se déroulent dans le secret des alcôves de Bercy. Et c'est en actionnant une nouvelle fois le 49.3 que le gouvernement a adopté la Loi de Programmation des Finances Publiques qui organisera l'austérité budgétaire jusqu'en 2027 !!!

Dans le même temps, le gouvernement a d'ores et déjà fixé les grandes lignes des budgets 2024, notamment via le Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS). Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils sont marqués du sceau du libéralisme le plus exacerbé et de l'austérité la plus dévastatrice pour les salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi.

Concernant le CSAL qui nous réunit aujourd'hui, il est à l'image de la DGFIP d'aujourd'hui : **circulez, y a rien à voir...**

Les points à l'ordre du jour mettent en lumière des problèmes de plus en plus importants dans les services. L'observatoire interne et le tableau de bord de veille sociale n'ont de cesse de le démontrer.

Pour preuve, même en utilisant vos chiffres biaisés dans l'observatoire interne (*163 participants sur un effectif de plus de 500 agents*), nous apprenons qu'à la question : ma direction va-t-elle dans le bon sens ? 59 % des agents en Guadeloupe répondent non, 66 % pour le national. Cela ne vous interpelle pas, monsieur le Président ?

Nous apprenons aussi, nous dirons plutôt que les chiffres nous confirment ce que nous cessons de dénoncer, que 79 % de vos agents perdent leur motivation.

Cela ne vous dérange toujours pas, monsieur le Président ?...

Nous sommes navrés de vous l'apprendre, mais tous les indicateurs sont au rouge. Les agents sont au bord de l'implosion !

Le SIP et le SDIF ont été enfoncés avec **GMBI**, perfusés à grosses doses d'EDR. On veut d'ailleurs aujourd'hui leur faire avaler des couleuvres, avec une prime de 500 € (soit 40 € par mois environ), prime refusée aux EDR (corvéables à souhait!) et dont l'attribution dépendra une fois de plus du bon vouloir du chef de service.

Mais comment s'en étonner après le fiasco du versement de **la prime pouvoir d'achat...** Coup de com' médiatique gouvernementale dont l'attribution ne saurait être plus démonstrative du mépris de nos dirigeants envers vos agents !

Votre « stratégie » d'accueil... Sans doute une obligation d'utilisation de vocable... Que dire...votre simulacre de **médiation**, à coup de **punchline** tropicalisé n'aidera pas vos *boeufs-tirants* à avancer. Le son de cloche des agents de Morne Caruel sur le rapport présenté par la « cellule » de médiation est loin d'être aussi utopique que ce que vous avez bien voulu nous laisser entendre...

La solution vous avait déjà été proposée par la CGT finances publiques de Guadeloupe. Une fois n'est pas coutume, nous constatons que la solution à la problématique de l'accueil, votre priorité numéro 1, est arithmétique

Plus d'agents à l'accueil = moins d'attente des usagers... on vous laissera même vous enorgueillir d'avoir enfin lancé l'APRDV sur le SIP des Abymes !

Nous avons pris le temps de comparer quelques SIP hexagonaux similaires à celui de Morne Caruel... déçus de ne pas avoir trouvé les 1ers de la classe, force est de constater qu'il manque en moyenne 70 agents à Morne Caruel pour les mêmes charges...

Il serait peut-être temps qu'un jour nous, agents de la DGFIP de Guadeloupe, soyons considérés, car OUI nos missions de service public ont de la valeur pour la société, à l'opposé des décisions prises par nos fossoyeurs !

En cette période de négociation salariale nous souhaitons à nouveau vous rappeler que la situation sociale en France et particulièrement en Guadeloupe reste quant à elle profondément marquée par l'inflation.

Toutes les organisations syndicales confrontées à la réalité des pertes du pouvoir d'achat des agents publics ont signifié leur complet désaccord face à ces choix injustes du gouvernement : nous disons non à une année blanche en 2024 !

Le gouvernement ne peut pas continuer à accentuer le décrochage des rémunérations des agents publics, ni la perte d'attractivité de la Fonction publique.

Plutôt que d'améliorer concrètement les conditions de travail et la rémunération de tous les personnels, car nous sommes toutes et tous sur le même bateau, *ou la même galère*, la Direction Générale préfère diviser les agents à travers les rémunérations et les carrières et ne pas recruter à la hauteur des besoins.

Après le fiasco GMBI, la **CGT Finances Publiques** dénonce encore une fois toutes ces réformes menées sous un prisme de coût mission avant même de se préoccuper d'une fiabilisation des outils. Depuis plusieurs années, les services subissent **suppressions d'emplois** et mises en place de **réformes structurelles et techniques**.

Comme pour GMBI, ces dernières provoquent un surcroît de travail alors même qu'elles servent d'alibi pour supprimer des milliers d'emplois.

Les Abymes, le 1^{er} décembre 2023

Les élu·e·s en CSAL de la CGT FINANCES PUBLIQUES
Bertin CHENILCO, Yvan DAUPHIN, Steeven FRÉDÉRIC,
Alyette BEAUJOUR, Cécile BLONDIN, Maguy NESTAR,
Faten THÉZÉNAS, Frédéric TURLET, Sophie BLONDIN,
Régine DRACON

Anthony BANDOUC, expert